

BANTING, Keith, George HOBERG and Richard SIMEON.
*Degrees of Freedom, Canada and the United States in a
Changing World.* McGill-Queen's University Press, 1997, 493 p.

Bernard Abatut

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703949ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703949ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Abatut, B. (1998). Compte rendu de [BANTING, Keith, George HOBERG and Richard SIMEON. *Degrees of Freedom, Canada and the United States in a Changing World.* McGill-Queen's University Press, 1997, 493 p.] *Études internationales*, 29(3), 775–778. <https://doi.org/10.7202/703949ar>

moindre degré, aux États-Unis nuit aux bonnes relations nipponno-occidentales. Le Japon essaie tant que bien que mal de se définir une politique originale dans cet entre-deux entre l'Asie et l'Occident.

Quant au reste de l'Asie, le développement économique (qui notons-le, depuis la parution du livre, s'est avéré plus fragile qu'on le croyait) de plusieurs pays, en conjonction avec la nécessité de renforcer une légitimité interne mise en doute par certaines couches de la population, a mené à l'insistance sur l'existence d'une culture asiatique qui serait partagée par tous les pays de l'Asie de l'Est, niant par là la diversité des religions et des traditions nationales et régionales. Cet asiatisme a été assorti chez Mahathir et chez Lee Kwan Yew, ancien Premier ministre de Singapour, d'une défense de la politique autoritaire de plusieurs pays au nom des valeurs orientales et d'une critique des maux de l'individualisme en Occident.

Ce petit livre réussit donc le tour de force de présenter une image complexe d'une situation confuse, et ce en peu de pages et de façon nette et précise. L'auteure, spécialiste du Japon, sait utiliser les sources japonaises pour éclairer son propos. Par ailleurs, elle possède une connaissance peu commune de la situation internationale dans toute l'Asie de l'Est. Il faut cependant noter un passage qui aurait mérité de plus amples développements : l'auteure (p. 57) affirme que les relations sino-sud-coréennes ont depuis la fin des années 1980 transformé l'équilibre sino-coréen, sans pour autant préciser comment. Malgré de petits points négatifs, ce livre remarquable, dont évidemment cer-

taines analyses mériteraient un examen plus poussé, donne une image juste de cette région qui prend de plus en plus de place sur l'échiquier économique et politique mondial.

Bernard BERNIER

*Département d'anthropologie
Université de Montréal, Canada*

CANADA

Degrees of Freedom, Canada and the United States in a Changing World.

BANTING, Keith, George HOBERG and Richard SIMEON. McGill-Queen's University Press, 1997, 493 p.

Le titre de cet ouvrage ne reflète pas à première vue son contenu. Un intitulé plus académique lui aurait permis certainement de gagner en clarté ce qu'il aurait perdu en originalité. De même, l'incontestable effort de recherche graphique dont témoigne la couverture, qui entremêle les drapeaux américain et canadien, nous paraît trop faire prédominer la bannière étoilée au détriment de la feuille d'érable. Ces remarques préliminaires ne pourraient sembler qu'anecdotiques si nos sociétés de la communication et de l'image n'accordaient autant d'importance à ces détails qui déterminent notre première impression. Et dans le cas d'espèce, celle-ci nous paraît faussée. C'est d'autant plus dommage que cet ouvrage qui traite de politique comparée entre les États-Unis et le Canada constitue une véritable somme sur l'Amérique du Nord. L'exercice n'est pas totalement novateur. Les éditeurs prennent soin de citer dans la première note les ouvrages de politique comparée portant sur

ces deux pays publiés dans les années récentes. C'est leur démarche qui se veut novatrice puisque les éditeurs s'attachent à la fois à l'analyse des éléments différenciateurs des deux États de l'Amérique du Nord mais aussi à leurs caractéristiques convergentes, ce qui, selon eux, n'avait pas été fait par leurs prédécesseurs.

Est-ce que les États-Unis et le Canada tendent à se ressembler de plus en plus si l'on part de l'hypothèse retenue par les éditeurs que l'économie de ces deux pays tend à devenir de plus en plus intégrée et que les sociétés américaine et canadienne connaissent un processus de diversification important, ce qui les conduirait à perdre leur spécificité originelle? Telle est la problématique de départ.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première partie est consacrée aux mutations. Mutations de l'économie et des sociétés tout d'abord. Puis sont étudiées les caractéristiques de l'opinion publique dans chacun des pays. Sont analysés dans ce chapitre trois, les éléments qui permettent d'identifier des convergences ainsi que les éléments constitutifs de la spécificité des opinions publiques. Un chapitre quatre est consacré à l'analyse des institutions et de la vie politique. Nous serions d'ailleurs tenté de reprendre à notre compte le néologisme de gouvernance de plus en plus employé par les politistes de langue française pour résumer le contenu de ces développements.

La deuxième partie est consacrée à l'analyse comparative d'un large éventail de politiques publiques : politique économique, politique indus-

trielle, politique sociale, politique de l'environnement, un chapitre entier étant consacré au phénomène de juridictionnalisation des politiques qui fait intervenir les citoyens au nom de la défense de leurs droits individuels ou collectifs et pèse de plus en plus sur les décisions prises.

Une troisième partie est réservée aux conclusions. Ceci ne saurait nous faire passer sous silence la remarquable introduction dans laquelle est posée la problématique qui fonde les analyses qui suivent. Il s'agit d'une fort intéressante réflexion sur l'État aujourd'hui, son rôle, sa capacité à organiser les sociétés humaines, sa pertinence face à des phénomènes très largement transnationaux qui lui font perdre de la visibilité. L'État est remis en cause de toute part. Par la mondialisation, par la montée des particularismes, par les constructions supra-étatiques, par les entités infra-étatiques, par l'atténuation de la distinction entre politique interne et politique extérieure. Devant un tel constat, peut-on considérer que l'État demeure le mode le plus adapté d'organisation des sociétés? Cette question a déjà suscité une littérature abondante ; citons à titre d'exemple l'ouvrage du politiste américain Benjamin Barber, « *Djihad versus McWorld* », publié dans sa traduction française aux éditions Desclée de Brouwer en 1995 dont la thèse principale considère que la mondialisation comme les intégrismes sapent la démocratie, valeur *a priori* promue dans le cadre étatique. Il s'agit là d'une réflexion qui se veut globale. L'approche privilégiée par Banting, Hoberg et Simeon est géographiquement limitée à l'Amérique du Nord ; il s'agit d'une étude de

cas. Ce qui la rend originale, c'est qu'elle compare deux pays en apparence fort semblables. Sur le plan méthodologique, ce choix a le mérite de permettre une approche rigoureuse qui s'appuie sur une littérature et des sources premières denses qui sont abondamment citées par les auteurs, ce qui fait de cet ouvrage une somme de référence fort utile pour le chercheur.

Il serait bien prétentieux et dangereux de vouloir évoquer en quelques lignes l'ensemble des thèmes abordés par les auteurs ; ce serait mutiler la richesse des analyses et prendre le risque de faire des omissions. En revanche, les conclusions nous paraissent suffisamment stimulantes pour devoir être mentionnées. En effet, les auteurs ne portent pas de jugement définitif quand à l'avenir de l'État, mais nous proposent une lecture nuancée de ses atouts et de ses faiblesses. Cette approche rompt avec les thèses dominantes qui se livrent à une condamnation sans appel de l'État, soit au nom de l'inexorable mondialisation qui rime avec standardisation ; tel est le cas de l'ouvrage de Kenichi Omahé, *De l'État-Nation aux États régions*, paru aux éditions Dunod en 1996, dans lequel cet auteur s'attache à démontrer que les constructions étatiques constituent à l'heure actuelle un cadre totalement inadapté voire même un frein pour répondre aux défis de la mondialisation ; soit au nom de la nécessaire affirmation des identités que l'État chercherait à gommer. Les auteurs de cet ouvrage privilégient l'approche stato-centrée, reconnaissant au pouvoir politique une place centrale et donc une capacité d'action primor-

diale. Certes, la mondialisation de l'économie est un défi, de même que la diversification des sociétés, qui créent des demandes importantes et poussent à l'adoption de réponses normalisées. Or, insistent les auteurs, ni l'une ni l'autre ne créent l'impératif d'adopter des politiques standardisées, préfabriquées, stéréotypées, qui impliquent que disparaît l'idée de choix qui constitue l'essence même du politique.

C'est dans le domaine économique qu'apparaissent les plus fortes tendances à l'alignement, même discours, mêmes objectifs (la croissance, l'emploi, la maîtrise de l'inflation). Dans ce domaine, « l'immense degré d'intégration entre les deux pays » explique la similitude des politiques et, en raison de la différence de taille, il ne faut pas s'étonner que les États-Unis aient un rôle de leader et que le Canada pratique un certain suivisme. Ce suivisme ne se retrouve pas au niveau de la politique sociale. Selon les auteurs, la politique sociale du Canada qui permet de rééquilibrer les effets du libre-échange est un élément de l'identité nationale qui permet d'affirmer la spécificité de ce pays par rapport aux États-Unis mais aussi par rapport aux pays du Sud. C'est ce qui permettrait d'expliquer le consensus beaucoup plus large que l'on trouve tant au niveau de l'opinion publique que des élites en matière de protection sociale, alors que celle-ci est beaucoup plus sujette à controverse aux États-Unis.

Les auteurs identifient cinq grandes catégories de paramètres permettant d'expliquer les convergences et les divergences. La mondialisation de l'économie et la diversification des

sociétés tendent plutôt à expliquer les convergences alors que l'héritage politique, la culture et les valeurs, les institutions et les modes de fonctionnement de la vie politique expliquent les divergences. Mais ces explications n'ont rien de systématique. Ainsi, les auteurs font remarquer que le discours sur les droits et libertés et la juridictionnalisation de la politique, qui sont un incontestable élément de convergence des comportements dans les deux États, se situent dans une dimension qui est peu sujette à l'influence et aux pressions de la situation économique internationale. Il faut donc trouver d'autres éléments d'explication, ce que proposent les auteurs de manière convaincante puisque chaque argument avancé est étayé par des démonstrations.

À souligner également une intéressante réflexion sur la force et la capacité de l'État. Les auteurs estiment que le concept « d'autonomie » de l'État, d'État fort ou d'État faible, a une double signification dans la situation actuelle. Si la dynamique de l'économie mondialisée limite l'autonomie des États par rapport au système international, l'État a besoin d'être fort, relativement protégé et autonome par rapport aux pressions de l'opinion et donc de la société s'il veut être en mesure de répondre aux défis de son environnement.

Toute la démonstration des auteurs s'attache à établir de manière implicite que l'État reste encore pour longtemps la modalité d'organisation politique des sociétés et qu'il dispose de capacités d'adaptation qui lui laissent une marge d'initiative. L'État n'est pas nécessairement ce monstre au service de la standardisation et de

l'homogénéisation du « village planétaire », mais le lieu et l'instrument d'affirmation des identités, comme cela est démontré tout au long de cet ouvrage.

Cet ouvrage concerne prioritairement deux catégories de lecteurs. Ceux que la réflexion sur l'avenir de l'État intéresse. Ceux qui sont intéressés par l'aire culturelle nord-américaine. Il serait bon, d'autre part, que la problématique et la méthodologie suivies par les auteurs puissent donner lieu à la production de travaux similaires en Europe.

Bernard LABATUT

Centre d'Études et de Recherches sur l'Armée (CERSA)

Institut d'Études Politiques, Toulouse, France

Canada and Southern Africa After Apartheid: Foreign Aid and Civil Society.

*SWATUK, Larry et David R. BLACK, dir.
Halifax, Centre for Foreign Policy
Studies, Dalhousie University,
1996, 148 p.*

Le défi qui devait essentiellement être relevé au cours de cet exercice était celui de trouver un fil conducteur entre les différents chapitres de cet ouvrage collectif. Postulant que la masse populaire, le monde des affaires et les élites sont les véritables moteurs de tout changement, les auteurs soutiennent que la société civile est un acteur essentiel qui, pour cause de vulnérabilité, doit être consolidée dans les démocraties naissantes de l'Afrique australe. Dans cet ouvrage, les auteurs font un panorama des problèmes contemporains de cette région de l'Afrique, suggèrent que le partenariat ou les relations transnationales entre